

19 mars

Grèves et manifestations

A Lille, la manifestation partira à 14 h à l'appel de l'ensemble des syndicats (rendez-vous à l'angle Liberté Valmy). "C'est par le rapport de force et la mobilisation que nous obtiendrons de nouvelles mesures pour sortir de la crise", a jugé Maryse Dumas (CGT). Elle a bien raison ! Aucune amélioration sociale n'a jamais été obtenue par la bonne volonté et la grandeur d'âme de la bourgeoisie !

D'ailleurs, la Guadeloupe a montré la voie : le LKP a su faire l'unité des organisations syndicales et associations de l'île, mais aussi a su faire l'unité populaire par l'affirmation de revendications claires, reflétant bien les besoins de la population. La hausse des salaires et la baisse des prix sont la base de la mobilisation. Après la signature de l'accord qui répond aux revendications du LKP, Elie Domota ne roule pas des mécaniques, il dit sobrement : « c'est le début d'une longue lutte ! ».

Car des entreprises refusent toujours de signer l'accord. Le LKP donne des noms : les supermarchés Match, Champion, Cora, Carrefour, au service d'une certaine caste, refusent d'appliquer l'accord Jacques-Bino alors que les autres PME l'appliquent. Dans ces entreprises-là, la lutte continue.

« Soit ils appliquent cet accord, soit ils quittent la Guadeloupe. (...) Nous ne laisserons pas les békés rétablir l'esclavage ». Ces paroles fermes, mais raisonnables d'Elie Domota ont scandalisé le Préfet qui demande l'ouverture d'une information judiciaire pour incitation à la haine raciale !

« S'ils m'envoient devant les juges, c'est toute la Guadeloupe qui ira au tribunal » répond sereinement le futur accusé.

Le LKP a une stratégie claire suite à cette victoire : ces 200 euros difficilement gagnés, Elie Domota suggère qu'ils servent à développer la production, à développer l'emploi : oublions les grandes surfaces et redécouvrons les marchés, la production locale !

Mais une victoire n'est jamais définitive sous le capitalisme. Parce que c'est ce qui se produit souvent : nous atteignons les sommets, dit le LKP, ensuite nous nous endormons, nous oublions... Mais ce coup-ci nous ne devons pas oublier, nous devons continuer à travailler ensemble !

Alors le LKP invite le Peuple de Guadeloupe à s'organiser dans les entreprises, les villes, les campagnes, les quartiers, à créer un réseau LKP, réseau de lutte, de solidarité, de création et de conscientisation. Des sortes de comité d'union populaire capable de connaître la situation, son évolution, pour se préparer à faire face.

Ces comités LKP devront aussi rassembler les demandes et les volontés des guadeloupéens. Des idées pour les concrétiser, des idées dont la réalisation nécessite des financements, des idées de création d'activités, des idées pour développer la production.

Ainsi on voit bien comment le LKP passe de la lutte sociale pour la satisfaction de revendications, à la lutte politique pour les maintenir une fois acquises.

Ceci doit nous inspirer, tant le processus est juste et nécessaire : décliner les revendications les plus urgentes, chercher la convergence des luttes, des ouvriers, des lycéens, des étudiants, des chercheurs, etc., et une fois la victoire acquise, réfléchir tout de suite à l'organisation populaire à mettre en place pour que cette victoire ne soit pas rapidement remise en cause.

La France est à nous, la France n'est pas à eux !

Daniel Rougerie

Division de la droite, division du capital

Historiquement en France, le capital est divisé entre « Atlantistes », fascinés par les USA, rêvant de se mettre à leur remorque, et les « gaullistes » qui refusent cette dépendance et ont cherché des alliances commerciales avec le tiers monde, particulièrement les pays arabes. Comme vous le savez, les seconds ont perdu. Pour situer cette défaite, on peut citer l'élection de Valérie Giscard d'Estaing en 1974, la disparition du RPR dans l'UMP en 2002, et, bien sûr l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007. La dernière velléité d'indépendance sera marquée par le discours de Dominique de Villepin à l'ONU en 2003, condamnant la guerre en Irak.

Ce débat qui semblait clos se ranime face à la crise économique actuelle. Il y a de bonnes raisons à cela. Le capital étasunien est le principal responsable de la crise, et les conséquences vont être sévères : la domination du dollar est en cause, la faillite arrive (voir *RESISTANCE* de janvier). Et souvenez-vous de la guerre de sécession : certains pensent que l'effondrement fédéral est à l'ordre du jour. Et l'acteur et militant d'extrême-droite Chuck Norris se verrait bien président d'un Texas indépendant !

Alors, le rêve atlantiste devient un cauchemar. Pourtant, le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN montre bien la volonté de se mettre en position de ridicule satellite. Le débat est donc ouvert à nouveau à droite, les gaullistes relèvent la tête, un peu tard.

L'autre débat porte sur un aspect de la stratégie du capital : payer l'impôt ou non ? Le capital que représente Sarkozy ne veut pas ! Vous connaissez la chanson, trop d'impôt tue l'impôt, et puis il y a trop de dépenses, trop de fonctionnaires, l'ISF, c'est insupportable, etc. Et ça donne le bouclier fiscal ! L'impôt c'est pour les pauvres, pas pour les riches, disent-ils, et font-ils ! Cela devrait d'ailleurs être analysé comme un manque de perspectives de la part de ces gens-là : se goinfrer tout de suite, et no future !

Les gaullistes protestent là aussi et souhaitent revenir sur ce bouclier fiscal, estimant que les riches doivent quand même faire quelques efforts !

Cela montre que, même si le rapport de force est, pour l'instant, très disproportionné, la division est profonde, et que l'approfondissement à venir de la crise économique actuelle va bien avivée les choses : cela pourrait devenir un vrai bras de fer !

Et une division du capital, c'est son affaiblissement, et c'est bon pour nous !

Lille collabore avec Israël

Normalement, la ville de Lille est jumelée avec la ville palestinienne de Naplouse. Enfin, un jumelage un peu mou : en 2005, après les élections municipales qui ont vu le Hamas élu à la mairie, un programme d'aide médicale fut brutalement suspendu. Depuis les relations ont repris doucement, sous le signe de la « solidarité », en fait une compassion un peu hautaine. Mais aucune coopération économique n'est mise en place.

Par contre, une délégation de la ville de Lille s'est rendue récemment à Haïfa, troisième ville israélienne avec 270 000 habitants, au lendemain même de l'agression criminelle d'Israël contre la bande de Gaza.

L'objectif est de créer une collaboration dans le domaine des biotechnologies, domaine de pointe de l'industrie, entre Euratechnologie de Lille et « Haïfa Sciences Park ». C'est sur le site

Suite au verso



17 avril

Salle de la Mairie de Wazemmes, rue de l'Abbé Aerts, la cellule Pierre Simonot fait la fête ! A partir de 18 h, vous serez accueillis par Chrysanthie et Rémi, en musique. Daniel fera un bref bilan de *RESISTANCE*. Nous dînerons ensemble autour d'une grande table, et discuterons de tout ce que nous voudrons !

Participation aux frais, 8 euros, et bar

Transport public, régie publique !

La mise en œuvre de transports publics est une obligation de la Communauté Urbaine de Lille. Et donc deux questions se posent : qui le fait et qui le paye !

Depuis sa création en 1968, la CUDL a toujours délégué la gestion des transports publics de l'agglomération à une société privée, actuellement Transpole (en fait Keolis, le leader français avec 200 filiales comme à Lyon, Rennes, Angers, Brest, Alençon, etc.). Mais ce n'est pas la seule solution ! Une SEM (Société d'Economie Mixte) pourrait le faire (c'est le cas à Nantes, Grenoble, Angoulême, Strasbourg, Valenciennes, Montpellier, etc.), ou encore une Régie Publique (comme à Paris, avec la RATP créé en 1949, et Marseille avec sa Régie des Transports de Marseille, créé en 1950)

La question de ce choix entre privé, SEM ou régie est très politique : à qui fait-on le plus confiance ? Au privé ou au public ? Aux actionnaires ou aux fonctionnaires ? La CUDL a jusqu'à présent choisit les actionnaires. Mais rien n'est définitif. Et comme l'an prochain, le marché avec Keolis prend fin, rien ne s'oppose à la mise en place d'une régie pour prendre la suite. La CUDL dispose d'un service transport d'un bon niveau avec des ingénieurs parfaitement en capacité de gérer le réseau. Et si le besoin s'en fait sentir, parions que des cadres de Transpole répondront présents si une régie publique devait remplacer leur société. Les salariés ne sont pas en cause, puisque la réglementation impose la reprise des personnels en cas de changement de titulaire du marché.

L'intérêt est que l'on épargne dès le début les 15 % de rentabilité qu'exigent les actionnaires. Deuxièmement, la CUDL a la maîtrise de l'usage de son réseau dont elle est déjà propriétaire. Enfin on pourra avoir une bonne visibilité des coûts du transport collectif, parfois bien opaque avec Transpole !

Ce qui nous amène à la seconde question, qui paye ? Actuellement, c'est l'usager d'une part, et la fiscalité d'autre part (la fiscalité directe de la CUDL et les entreprises de plus de 9 salariés par le « versement transport »). Et une fois connus les coûts du transport, on peut vraiment discuter et basculer les coûts sur les entreprises et la CUDL pour atteindre la gratuité. La gratuité existe déjà dans quelques villes, comme Vitré en Bretagne, Issoudun, et Châteauroux. La gratuité génère immédiatement des dépenses moindres : plus de billetterie, plus de contrôles des tickets à financer.

Et les avantages sont évidents. Pour les usagers, les anciens d'abord, et les nouveaux, ceux qui basculeront vers les transports collectifs du fait de la gratuité. Cette nouvelle situation permettra de gérer la voirie et les automobiles plus facilement, au moins dans les centres-villes. L'argument « je prends ma voiture parce que le bus, c'est trop cher » tombe ! On peut donc s'attendre à voir baisser la pollution, le bruit, comme l'avaient montré les journées « en ville sans ma voiture », quand elles existaient !

L'avenir du transport est collectif, la gratuité est son développement, la régie est son outil !

Suite du recto

de l'ancienne filature Leblan-Lafond située à Lomme et l'ancienne usine de construction Coignet située en face, aux Bois Blancs que se construit Euratechnologie. Ces deux entreprises ont été liquidées par la mondialisation.

Cette collaboration entre Lille et Haïfa revient à un soutien réel et concret à Israël au moment même où les peuples du monde appellent à son boycott. Chacun choisit son camp !

Sujet de recherche

Pourquoi cherche-t-on ? Pour qui cherche-t-on ? Que cherche-t-on ? Comment cherche-t-on ? Qui cherche ? Qu'est-ce qu'une bonne recherche ? Qu'est-ce qu'un bon chercheur ? A quoi sert la recherche ? Recherche appliquée ou recherche fondamentale ? Sait-on toujours ce qu'on va trouver ? Doit-on payer les chercheurs seulement lorsqu'ils trouvent ? La recherche est-elle utile à un pays ? A qui doit profiter les fruits de la recherche ? Peut-on se passer de chercheurs ? Le progrès de la recherche va-t-il de pair avec un progrès social ? Le développement des connaissances est-il un bien ? L'accroissement des connaissances d'une population doit-il être envisagé comme un objectif louable ? Pourquoi devrions-nous être plus savants ? La connaissance doit-elle être partagée par tous ? Pourquoi devrait-elle être une marchandise ? Un pays doit-il investir dans la recherche et la socialisation de ses résultats ? La recherche ne serait-elle pas un investissement qui rapporte à tout le monde ? Mais ne serait-ce pas là le problème : veut-on réellement payer pour tout le monde pour que les bénéficiaires (technologiques, sanitaires, culturels, ...) aillent sans aucune discrimination à tout le monde ?

R.F.

Croyez-vous aux complots ?

Ah, la « théorie du complot », elle a bon dos ! Les journalistes qui s'en gaussent veulent nous faire croire à la « transparence » de nos institutions « démocratiques ». Selon eux, seuls des détraqués expliquent l'histoire par des complots. Certes, des détraqués qui voient des complots partout, ça existe !

Mais, ni illuminés, ni naïfs, nous devons avoir les pieds sur terre. Alors voici un exemple d'une vraie action conjointe et secrète de ceux qui nous gouvernent : c'est le « groupe Bilderberg », qui réunit chaque année, dans la plus grande discrétion, une centaine de personnalités du monde de l'économie, de la finance, des médias, de la politique, des responsables de l'armée et/ou des services secrets, ainsi que quelques scientifiques et universitaires. Que du beau linge ! En 2008, autour de David Rockefeller, le président et créateur, on trouvait, coté français, François Pérol (Banque Populaire et Caisse d'Epargne), Manuel Valls, Hubert Védrine, Christophe de Margerie (Total), Jean-Pierre Jouyet (secrétaire d'Etat aux affaires européennes), Christine Ockrent, et quelques autres !

Créé en 1954 à l'invitation du prince des Pays-Bas, la première réunion se tint à l'hôtel Bilderberg (d'où le nom du groupe). Quel est donc le but de la manœuvre ? David Rockefeller l'explique volontiers : « Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire » (dans Newsweek International du 1er février 1999). Si ce n'est pas assez clair, il précise : « Le Monde est maintenant plus sophistiqué et plus préparé à accepter un Gouvernement Mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers est sûrement préférable au principe d'autodétermination nationale des peuples, pratiquée tout au long de ces derniers siècles »

Mais comment ce groupe peut-il exister depuis si longtemps, avec une telle influence et de tels buts, sans qu'on n'en ait jamais entendu parler ? Rockefeller explique encore : « Nous sommes reconnaissants envers le Washington Post, le New York Times, Time Magazine et d'autres grands journaux, leurs directeurs ayant participé à nos rencontres et ayant respecté la promesse de discrétion pendant près de 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde toutes ces années durant si les projecteurs avaient été braqués sur nos activités »

L'affaire devient donc assez claire : ce petit monde d'exploiteurs a organisé la mondialisation, le libre-échange, l'oppression de la planète, sous le regard des médias, qui ont su être « discrets » ! C'est pas du gros bon complot ça ?

Doc.

RESISTANCE

Journal de la cellule Pierre Simonot

Imprimé par nos soins

Parti Communiste Français - Fédération du Nord - Section de Lille

88 boulevard Victor Hugo 59000 Lille

03 20 60 32 02

pierresimonot@laposte.net

<http://pierresimonot.gauchepopulaire.fr/index.php/>

Directeur de publication : Daniel Rougerie